

Il reste encore un grand nombre d'indiens en Floride. Une personne qui les connaît parfaitement et qui a résidé à Tampa et à Charlotte's Harbor, nous assure qu'ils peuvent réunir deux cent cinquante guerriers pour le moins. Ils sont armés et pourvus de munitions en sorte que, répandus par petites troupes dans le pays, ils peuvent faire beaucoup de mal.

Cet état de choses appelle un remède non moins prompt ni moins énergique que les déprédations récemment commises par les Camaches sur les bord du Rio-Grande. Courrier.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, 7 AOUT 1849.

AVIS IMPORTANT.

Tous nos abonnés à £1 par année, auront le privilège d'abonner autant d'amis qu'ils voudront, dans leurs paroisses respectives, à raison de 10 s par an. Par cette disposition, ils comprendront qu'ils peuvent réduire eux-mêmes le prix de leur propre abonnement jusqu'à 12s. Pour cela, chaque abonné n'a qu'à s'en adjointre quatre autres.

REVUE DE LA SEMAINE.

MES-IEURS LES REDACTEURS,

Comme j'arrive d'une petite excursion dans votre ville et ses environs, je me vois en état de vous adresser une seconde correspondance, qui va traiter l'un après l'autre quelques uns des sujets qui occupent d'avantage l'attention. — Je commence sans autres explications.

La fameuse Convention de la Ligue, dont je vous ai fait connaître, dans ma première correspondance, les tendances et le but, vient, comme vous le savez, de l'ordre à Kingston sa première session. Elle a d'abord choisi son bureau, dont M. Moffatt est président, et M. Mack un des secrétaires. A propos de M. Mack, je vois par les journaux qui m'arrivent, que ce monsieur ainsi que MM. Ferris, Montgomery et un autre, qui devaient subir cette semaine leur procès pour le crime d'incendier dont ils sont accusés, viennent de renouveler leur cautionnement, et ne comparaitront que plus tard. Un ami m'écrit que leur procès aura probablement lieu d'ici au premier jour d'octobre.

La Convention s'est ensuite mise à l'esprit d'insubordination et de querelle. Une partie de ses membres voulait avoir la liberté de débattre et comme l'on dit par ici de dégoiser à qui mieux mieux contre Lord Elgin; l'autre partie trouvait cela un manque de loyauté envers la Reine, dont Lord Elgin est parti nous le représentant bien-aimé. Enfin, après un tapage épouvantable et un échange de mots des plus violents, le parti des injures l'a emporté, et le gouverneur a commencé dès lors à être insulté grossièrement par un grand nombre des Conventionnels en miniature. C'est là le premier haut-fait de cette mémorable session, qui a produit un vote en faveur de la protection une condamnation du ministère actuel, et enfin la nomination d'un comité, qui devra rencontrer à Québec ou dans votre ville de semblables comités envoyés par la Nouvelle-France, à New-Brunswick et à l'île du Prince Édouard, pour s'entendre sur l'union fédérale de toutes les Provinces Anglaises de l'Amérique du Nord, dont pourtant l'entrevue est exceptée.

La convention a fini par se déclarer en permanence; elle se rassemblera dans la même ville et au même temps que le Parlement Provincial. Il est une chose qui ne peut manquer d'être remarquée, quand on lit attentivement les débats qui ont eu lieu au sein de cette Convention, qui n'est qu'une triste parodie des conventions qui, à diverses époques, se sont assemblées dans d'autres pays. C'est que Messieurs les Tories, qui seuls en font partie et ne forment pas plus du tiers de la population totale du pays, prennent les attitudes de représentants du peuple, dont cependant ils ne sont que les plus turbulents ennemis. Ils s'arrogent le droit de délibérer sur les affaires publiques, dans le but de changer la constitution du pays et même peut-être de transférer à une autre puissance l'allégeance de ses habitants. Ils se décident enfin à une union fédérale des Provinces anglaises de l'Amérique du Nord, et parlent de pétitionner à cet effet le gouvernement impérial. Bien entendu qu'ils ne consultent nullement les Canadiens-Français; car c'est leur perte, leur anéantissement ou au moins leur oppression systématique qu'ils méditent. Bien entendu encore qu'ils ne consultent pas les autres libéraux du pays, puisque c'est pour les remplacer au pouvoir que les Tories du Haut-Canada demandent une union fédérale. Ils disent seulement aux Réformistes qu'ils travaillent pour leur bien, et que c'est leur honneur qu'ils cherchent; mais le parti populaire se rit d'eux et il les laisse faire, comme bon leur semble, une station dans les marécages des environs de Kingston. Il est vrai que les organes de ce que l'on appelle les rouges ont, dans leur bonhomie, imaginé que les Tories avaient envie de rendre justice aux Canadiens-Français. Mais force leur a été bientôt de se désillusionner, et d'avouer à leur courte honte qu'ils espéraient mieux des conventionnels.

Quant à nous, MM. les Rédacteurs, nous sommes bien décidés à n'encontrer en aucune façon les efforts des Tories pour se relever, non plus que ceux des ultraradicux qui voudraient marcher sur les traces des révolutionnaires de Paris et de Rome. Les paisibles habitants de la Rivière Chamblay savent trop bien distinguer leurs amis de ceux qui ne le sont pas; ils savent trop bien se défier des quelques jeunes hommes instruits qu'on a envoyés s'établir parmi nous. Nous les reconnaissons facilement à leurs doctrines extrêmes, et nous leur répondons dans tous les cas que nous soutenons l'administration actuelle, parcequ'elle a déjà fait beaucoup de bien et qu'elle nous en fera sans doute encore plus, si on ne perd pas à d'essayer notre crédit en Angleterre, et si l'on cesse d'ameuter les gens désœuvrés pour les porter à mille excès.

De la Convention, je passe à une chose moins grave, quoique non moins déplorable. Vos lecteurs ne savent peut-être pas tous que votre ville a reçu ces jours derniers la visite de trois artistes distingués dans le chant; c'étaient des artistes Français, de New-York. Or, sa

vous parlor d'un des concerts (puisque ça n'entre pas dans votre cadre) qui pourtant a été bien beau, je vous dirai que certains démocrates de nom demandèrent avant de quitter la salle l'air de la Marseillaise. Les Tories et militaires s'y opposèrent; malgré cela, un des artistes entonna la chanson que le bruit et les cris empêchèrent d'entendre. Le mardi ou mercredi suivant, il y eut un nouveau concert, auquel les rouges agirent comme au précédent. Mais MM. les loyaux leur montrèrent leurs bâtons, qui eurent ainsi l'effet de faire disparaître de suite les champions de la marseillaise, dont un toutefois, employé du gouvernement, reçut quelques arguments ad hominem. Les journaux, qui m'ont appris tout ce tapage, m'ont engagé à entendre le concert de jeudi, qui m'a fait faire un petit voyage en votre cité. Ce soir-là, les Tories ont en leurs franchises condées, leurs adversaires s'était faits bien rares. Aussi leur loyauté s'est trahie par des cris furibonds comme je n'en ai jamais entendu sur les bords paisibles de notre belle rivière. Ils ont joué eux-mêmes l'Air de la Reine, ont déployé le drapeau britannique, ont ensuite frappé dans la rue un M. Courcelles marchand qu'ils ont pris pour M. Coursol l'avocat, puis ont vociféré à s'en donner le choléra, et se sont rendus à la Place d'Armes, où ils se sont dispersés, après avoir jeté des imprécations et des hurlements qui réveillaient tout le quartier.

Les Tories n'ont pas manqué de dire que c'étaient les ministères qui avaient pris goût de se faire les champions de la marseillaise. Mais il est bien prouvé que ce sont seulement ceux qu'on nomme les rouges, qui ont été cause, par leur entêtement hors de raison, de nouveaux actes d'hostilités de la part des loyaux, qui sont toujours si fiers d'avoir occasion de tomber sur les Canadiens. Ce qui en est une preuve, c'est que l'employé du gouvernement, qui s'est opposé au God save the Queen et voulait en place la Marseillaise, vient d'être congédié, si j'en crois le Pilot qui n'est venue hier.

J'aurais à parler de quelques autres choses, comme de l'élection prochaine de Chamblay; mais je vois que je suis déjà trop long. Je me contente de vous dire que M. Beaulieu n'est bien retenté, et que les personnes influentes, sont bien décidées à le remplacer par un homme de mêmes principes politiques, si toutefois il ne peut être réélu.

L'activité continue sur le canal; et les récoltes me paraissent promettre beaucoup.

Je suis toujours, MONTAGNARD.

Rivière Chamblay, 6 août 1849.

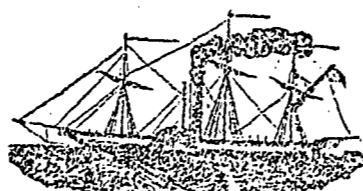
LA LIGUE ET L'UNION GÉNÉRALE DES PROVINCES.

Avec le rappel de l'Union actuelle entre le Haut et le Bas-Canada, une confédération de toutes les provinces anglaises de l'Amérique Septentrionale sous le protectorat de l'Angleterre, laissant à chacune d'elles sa législation particulière et son gouvernement local, mais sans la plaie honteuse de l'esclavage et sans les charges qui pèsent sur les États-Unis pour l'entretien d'une armée, d'une marine de guerre et de relations diplomatiques serait peut-être que leurs habitants et les Canadiens français en particulier, pourraient désirer de mieux. Avec le suffrage presque universel qu'ils possèdent déjà, et qu'on pourrait étendre sans inconvénient jusqu'à ces dernières limites chez un peuple aussi religieux et moral; avec une réduction générale des dépenses publiques et quelques autres réformes qu'on ne pourrait leur refuser alors, ce serait vraiment un gouvernement modéré et que tous les pays du monde pourraient bien leur envier. Une telle union, proposée dans un esprit libéral et fraternel, agréerait aux habitants du district de Québec surtout, qui se plaignent que sous le régime existant, quelque soit le parti au pouvoir, il n'y a point de justice à espérer pour eux; ils verraient dans l'adjonction des provinces de l'Est un contrepois à l'influence exorbitante des Marchands de Montréal et du Haut-Canada; le siège du gouvernement fédéral ne pourrait être ailleurs qu'à Québec; et l'union générale amènerait nécessairement un chemin de fer depuis le lac Huron jusqu'à Halifax, qui leur apporterait les produits de l'Ouest et leur donnerait un débouché à la mer dans toutes les saisons de l'année. Canadien.

COLLÈGE DE ST. CROIX.

La collation des degrés et la distribution des prix à en lieu au Collège de St. Croix, au jour annoncé dans notre dernier numéro. M. Fih, Patrick de Boston Mgr Olin, du Texas, le Rév. Père Mathieu, le Maire de Worcester, le Gouverneur Davis, les Juges Allen et Barton, Oreste et A. Brown, environ 40 Prêtres, plusieurs Ministres Protestants et un millier d'autres gentilshommes influent respectables assistèrent à cette brillante fête littéraire. "Le Boston Post" dit, en parlant des Professeurs de l'institution: "Nous avons vu presque tous ces savants instituteurs, dans leur costume d'office, et nos yeux n'ont jamais rencontré un Corps d'une plus digne apparence. Quelques uns d'eux semblaient être les vraies personifications du Grec et du Latin, tandis que l'attitude des autres exprimait l'essence des sciences abstraites." Nous félicitons le Journal Protestant de ce témoignage impartial rendu aux RR. PP. de la Compagnie de Jésus, auxquels est confié, le Collège de St. Croix.

DERNIÈRES NOUVELLES D'EUROPE



ARRIVÉE DE L'EUROPE.

(De sept jours plus tard.)

L'aspect des moissons dans toutes les parties du royaume uni est encourageant et satisfaisant.

Les rapports du continent de l'Europe relativement aux moissons sont contradictoires; mais, en somme, ils sont encourageants.

Le parlement doit être prorogé le 9 courant. La motion que Lord Brougham avait formellement déclaré

avoir l'intention de faire, relativement à l'expédition française à Rome, fut déposée vendredi sur la table des Pairs. Les résolutions embrassant une large série de sujets, et renfermant une censure directe de la politique étrangère du gouvernement.

Dans le débat qui eut lieu le 20, faisant allusion au choléra, lord Ashley président du bureau de santé, déclara dans la Chambre des Communes, mardi dernier, qu'il avait des raisons de croire qu'on ne faisait pas rapport de la moitié des cas; cependant, les renseignements officiels sont suffisants pour faire affirmer que l'épidémie exerce sa fureur sur plusieurs points du royaume à un degré alarmant. Pendant la semaine dernière les rapports constataient 339 morts par le choléra à Londres, ce qui est plus du double du nombre de la semaine précédente.

Affaires d'Irlande. — Sévère conflit entre les Orangistes et les Catholiques. — Le 12 juillet, jour anniversaire de la bataille d'Aughrim, une collision très sérieuse eut lieu entre un parti armé d'Orangistes et de Catholiques, près de Castlewellan, dans le comté de Down. On dit que 40 ou 50 personnes ont été tuées ou blessées, la plus grande proportion étant du côté catholique.

Jusqu'à présent la récolte de patates est généralement sauve, et presque partout elle est plus que d'ordinaire abondante et saine.

République Française. — Procès de l'Assemblée Législative. — Le comité de l'Assemblée auquel la question de la prorogation était référée, en est venu à la décision unanime de recommander que l'Assemblée fut prorogée depuis le 15 d'août jusqu'au 15 octobre.

Mouvement des socialistes. — Nous apprenons du département de l'Eure que les gens socialistes, malgré leurs revers antérieurs, sont encore très actifs à faire des prosélytes parmi les paysans.

Le prince Camille et Louis Napoléon. — Le National annonce que le prince Camille, fils de Lucien Bonaparte et ex-président de la Constituante Romaine, a été arrêté à Orléans, par ordre du gouvernement, sur la route de Marseille à Paris. On dit qu'il y avait une réclamation contre son cousin Louis Napoléon, pour de l'argent prêté à celui-ci à l'effet d'aider son élection; le prince vient en France pour le demander, la conduite de son cousin dans les affaires de Rome ayant excité sa colère. On dit que le prince ne sera pas emprisonné, mais qu'il sera forcé de s'embarquer pour l'Angleterre ou pour l'Amérique.

Affaires politiques etc. — Le rapport de M. Combarieu Seyel sur la loi de la presse, a été distribué. Il est favorable à la mesure du gouvernement. Toutes les élections complémentaires, à l'exception de celle de M. Jules Favre pour Lyon sont favorables à la majorité. Le Journal des Débats voit une grande cause d'anxiété dans la victoire passive obtenue dans les élections, victoire due entièrement à ce qu'un nombre immense d'électeurs se sont abstenus de voter. Ceci, dit le journal, paraît être un mauvais symptôme. C'est un mal sur lequel nous ne pouvons fermer les yeux. Nous sommes les plus forts aujourd'hui, mais nous ne trouvons rien pour démontrer que nous le serons demain. Il est admis de tous qu'un coup de main est probable.

Les questions ouvertement discutées sont le consulat à vie, l'Empire, Henri V et le comte de Paris. On regarde l'événement d'un changement de ministère comme devant certainement arriver bientôt.

Le Siècle dit que Molé sera le président du conseil, Thiers ministre de l'intérieur, et de Falloux, des affaires étrangères.

Par un décret du 13 juillet, le général Lamoricière a été nommé ministre plénipotentiaire de France en Russie, et on dit qu'il a laissé Paris pour le quartier général de l'empereur de Russie.

Les progrès de l'enquête sur les affaires du 13 juin sont devenus moins actifs, en égal à quelques arrestations récemment faites et à la découverte de correspondances importantes. On parle aussi de certaines révélations qui augmenteraient le nombre des accusés qui doivent figurer devant la Haute-cour de Justice.

Le sergent, Rattier représentant montagnard qui avait disparu, s'est sauvé en Angleterre.

Hongrie — Autriche et Russie. — Victoire des Hongrois sur les Russes. — Quoique numériquement parlant, les forces ennemies soient d'une effrayante supériorité, les Hongrois sont bien loin d'en être réduits à aucune désespérante extrémité.

Un ambassadeur turc à Paris reçut une dépêche le 19 juillet, par un courrier, annonçant que le général polonais Bem avait complètement défait les Russes sous le commandement de leurs, en Transylvanie et que le dernier avait été obligé de se réfugier dans Wallachia avec un faible reste de son armée.

Prusse et Danemark. — L'armistice entre la Prusse et le Danemark a été renoué. Une suspension d'hostilité eut sur terre et sur mer est agréée pour 6 mois. A la fin de cette période l'armistice, si elle ne doit pas être renouvelée, se continuera pendant 6 mois.

Le nord de l'Allemagne est de nouveau tranquille, mais dans le sud les insurgés tiennent encore dans la forteresse de Rad-stadt.

Piémont. — Les négociations pour la conclusion de la paix entre l'Autriche et le Piémont dit une lettre de Turin du 14, sont suspendues.

Affaires de Rome. — Le Pape a adressé une lettre autographe au Général Oudinot à l'occasion de la réception des clefs de la ville de Rome. Sa Sainteté félicite le général sur le triomphe de l'ordre dans Rome, et exprime l'espérance que la Divine Providence éloignera les difficultés qui peuvent encore exister. Elle ajoute: qu'elle ne cesse d'adresser ses prières au ciel pour le général, pour l'armée et pour la nation française. — La lettre est datée de Gaëte, le 5 juillet.

Le cardinal Pieoli, le marquis de Sacchetti sont arrivés à Rome de Gaëte le 9. Ce dernier est grand chambellan du palais apostolique. On fait à Rome des préparatifs qui conduisent à croire qu'on s'attend sous peu au retour de Pie XI au Quirinal. — Tous les blessés ont été retirés du palais.

La cour criminelle à Montréal a commencé mercredi dernier. MM. les juges Budard et Day étaient seuls sur le banc, Son Honneur le juge en chef n'ayant pu par indisposition prendre son siège. Quatre grands jurés seulement ont répondu à leurs noms.

Nous voyons avec plaisir que M. le juge Bedard, nonobstant son droit de préséance, a courtoisement cédé sa place à M. le juge Day pour que les affaires ne fussent pas interrompues.

En l'absence des témoins pour procéder aux affaires, le solliciteur général a déchargé le petit juré, vendredi la cour a en conséquence terminé ses travaux pour le terme.

Nous nous acquittons aujourd'hui de la promesse que nous avons faite à nos lecteurs de reproduire des extraits de cette publication périodique de M. de Lamartine. Le numéro qui va nous occuper, a pour titre: "La Démocratie et la démagogie". On se rappelle qu'au 13 juin dernier, la démagogie française incarnée dans le parti de la Montagne ou des Rouges de Paris, voulut faire le pendant de la journée du 16 avril 1848. Le prétexte de cet assaut sur l'ordre établi, était l'intervention de la République française en Italie et la vigoureuse guerre qu'elle faisait aux anarchistes de Rome. Ceux qui sympathisent, en France, avec les ennemis du magnanime Pie IX et dont les vociférations se font entendre jusque de ce côté-ci de l'Atlantique par forme d'échos, sont donc les perturbateurs de l'ordre, les ennemis de leur propre gouvernement républicain. Voici comment M. de Lamartine peint les suppôts de ce parti, et calcule les suites du succès de tentative d'insurrection du 13 juin, s'il eut eu lieu:

"Que serait-il arrivé si cette manifestation armée de sa masse de son poids, de son nombre, de ses clameurs recrutée dans sa marche par tous les éléments de vagabondage, de turbulence, et de démagogie, qui flottent toujours comme l'écume après la tempête sur la surface d'une capitale de quinze cent mille âmes, avait balayé même involontairement l'Assemblée législative?"

"Que serait-il arrivé, si cet appel aux armes lancé par une opinion insurrectionnelle ou téméraire, eût été entendu dans toute la République et eût armé en effet la partie séditieuse du peuple contre la représentation nationale, contre la Constitution, contre les pouvoirs établis?"

"Que serait-il arrivé si cette parodie de Convention dont on parle, rêve constant et puéril de quelques démagogues depuis quinze ans, s'était installée dans un coin de Paris pour organiser impunément de là son comité de soi-disant salut public, ses comités révolutionnaires dans toutes les villes et dans tous les villages, et si elle eût proclamé la dictature du plus fou ou du plus obéissant d'entre eux?"

"Ce qui serait arrivé? je vais vous le dire: et Dieu veuille que les événements ne vous le disent jamais mieux que moi.

"Ces hommes qui auraient tenté de faire violence à la nation dans sa souveraineté constituée, de proclamer la déchéance du premier magistrat de la République nommé par les six millions de suffrages du peuple, de chasser la représentation légale des départements par les mains des clubs et des sections conspiratrices de Paris, de mettre hors la loi la majorité, les ministres, les autorités, la garde nationale, l'armée et les électeurs, c'est-à-dire la France tout entière; ces hommes instituant le gouvernement de la Montagne ou d'une faction à la place du gouvernement de la République, n'auraient pas pu s'appuyer le lendemain sur cette nation qu'ils venaient de violer, de proscrire, de détrôner de nier, de tyranniser dans sa représentation.

"Ils étaient donc condamnés d'avance à s'appuyer exclusivement sur quoi? sur leurs complices à Paris et sur leurs complices dans les départements. Or, qui ont ces complices? j'ai-je besoin de vous le dire? vous les connaissez comme moi.

"Ce sont tous ceux qui sous tous les régimes, monarchiques constitutionnels, ou républicains, ne peuvent supporter le joug d'aucunes lois, même des lois qu'ils se sont faites eux-mêmes. Ce sont tous les convulsionnaires de clubs, tous les vociférateurs de place publique, tous les recruteurs d'attroupements, tous les recruteurs de séditions, tous les moteurs de troubles, tous les inventeurs de factions. Ce sont ceux qui se réunissent toutes les nuits pour compléter quelque nouveau cri de nature à troubler la paix publique, à effrayer les bons citoyens, à faire disparaître et enfin l'argent, à paralyser le crédit, à arrêter le travail à créer la faim, la soif et le désespoir parmi les ouvriers. Ce sont ceux qui, après avoir crié le lendemain de la révolution: Vive la République! ont crié le lendemain: Vive le drapeau rouge! Ce sont ceux qui, huit jours après que la République a été assise avec l'Assemblée constituante, ont crié: Vive la Pologne, vive l'Assemblée nationale! Ce sont ceux qui, un mois après, ont crié: Vive l'Empereur! Ce sont ceux qui, après avoir crié vive l'empereur ont crié: Vive la République Démocratique et sociale, avec accompagnement de coups de fusil et d'assassinat! Ce sont ceux qui, après avoir crié: vive la République sociale ont crié: A bas les blancs! vive la Guillotine! vive la guerre! Vive la mort! vive l'échafaud! Ce sont ceux qui errent demain: Vive le dictateur et après demain vive le bourreau!"

"Leurs complices? Ce sont ces braves ouvriers sans mauvaises intentions, mais sans lumières, prêtant l'oreille aux rêveries des prétendus socialistes et des communistes qui leur promettent de refaire en trois jours l'œuvre de la société parfaite, œuvre que Dieu et la nature n'ont pas faite en six mille ans, d'enlever de la vie les inégalités, les misères, les misères mbrités ou imméritées, les souffrances, les vices, les maladies, les infirmités, la mort, et de leur créer même, comme les sphères de Fourier en prenant l'engagement, de nouveaux sercs pour de nouvelles jouissances.

"Leurs complices involontaires enfin! ce sont ces milliers de travailleurs souffrants de l'industrie, accumulés dans les grandes villes, ces mains du pays que les agitations de ces démagogues empêchent de gagner honorablement leur vie, et qui paroisiveté et par dénuement, deviennent l'armée en disponibilité de ces factions, parce que ces factions stupides ou perverses les empêchent à dessein de relever l'armée du travail!"

"Voilà sur quels éléments cette Convention et les dictateurs du 13 juin auraient été forcés de s'appuyer pour opprimer, ruiner, ravager et décimer, que que temps les trente six millions d'hommes abandonnés par Dieu au féan d'un tel gouvernement.

"Or, pour renfermer à eux cette armée prétorienne de la sédition de la tyrannie et de la dictature, il aurait fallu un soldat à cette milice dès le lendemain.

"Où la prendre rettu soldat. Il n'y avait qu'un moyen de solder cette armée de la démolition sociale. C'était de proclamer la guerre des prolétaires contre les propriétaires! la guerre servile comme cela s'appellait dans l'antiquité. C'était de déclarer la victoire et le droit aux dépossédés d'une seule classe du Peuple, la classe prolétaire, contre toutes les autres classes possédantes, industrielles, libérales, ou commerçantes. C'était de leur donner la France en nature pour soldat et pour proie."

Dans un autre passage, M. de Lamartine fait voir comment les démagogues se moquent au fond de leur